



**La communauté algérienne en France interpelle le Président de la République**

p.4

TEBBOUNE EN VISITE DE TROIS JOURS EN ITALIE

# L'ALGÉRIE ET L'ITALIE, REGARD TOURNÉ VERS L'AVENIR



© Photo : D.R

Une semaine après avoir effectué une visite d'Etat qualifiée de très réussie par des observateurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune quitte Alger à destination d'Italie pour une visite de trois jours à l'invitation du président de la République d'Italie, Sergio Mattarella. Lire en page 2

ABDELMADJID TEBBOUNE EN ITALIE

**Raffermir les liens d'amitié historiques et renforcer les relations bilatérales** p.2



14<sup>E</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL MILIPOL QATAR

**Kamel Beldjoud en mission d'inspection à Doha**

p.3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT



**Plusieurs secteurs examinés** p.3

**ALGÉRIE- BANGLADESH :**  
**Tenue de la 1<sup>ère</sup> session des consultations politiques**

L'état de la coopération entre l'Algérie et le Bangladesh et les perspectives de son renforcement a été évoqué lors de la 1<sup>ère</sup> session des consultations politiques bilatérales, tenue lundi par visioconférence.

**COMMERCE**  
**Obligation pour les opérateurs de parachever les formalités de domiciliation bancaire avant toute opération d'importation**

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a indiqué, mardi, dans un communiqué, que les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, sont tenus de parachever les formalités de domiciliation bancaire avant toute opération d'importation.



**HABITAT**  
**Le Gouvernement examine les mesures de réduction des délais de délivrance des permis de construire**

Le Gouvernement, réuni mardi sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a examiné les mesures prises pour la réduction des délais de délivrance des permis de construire.

Tebboune en visite de trois jours en Italie :

## L'Algérie et l'Italie, regard tourné vers l'avenir

Une semaine après avoir effectué une visite d'Etat qualifiée de très réussie par des observateurs, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune quitte Alger à destination d'Italie pour une visite de trois jours à l'invitation du président de la République d'Italie, Sergio Mattarella.

C'est l'occasion pour les deux dirigeants d'échanger leurs points de vue sur les mécanismes d'approfondissement des liens bilatéraux et du maintien de leur dynamique positive, en ces temps de crise. Les deux pays s'engagent, désormais, à faire progresser la coopération bilatérale à hauteur de leur potentiel afin de mieux répondre à leurs intérêts communs dans une conjoncture internationale complexe. De nombreux défis à relever.

Par ailleurs, l'intérêt actuel de l'Italie est d'assurer sa sécurité énergétique afin de maintenir la dynamique de sa machine industrielle et protéger sa population. Au secours de l'un de ses partenaires européens, l'Algérie accepte d'augmenter ses livraisons de gaz vers l'Italie et signe plusieurs accords de coopération dans le domaine de l'énergie et de l'entreprise. L'objectif est aussi d'augmenter les échanges économiques entre les deux pays, en se coordonnant étroitement dans la mise en œuvre des mécanismes de coopération déjà existants. «Les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint les 8,5 milliards de dollars en 2021, en forte hausse par rapport à l'année 2020 qui étaient de près de 6 milliards de dollars», selon des données du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Les deux pays ne cessent de réitérer depuis plusieurs mois leur volonté d'approfondir leurs relations bilatérales et élargir la coopération vers d'autres domaines que celui de l'énergie. Le Gazoduc Transmed a «permis à l'Algérie d'exporter vers l'Italie une quantité de 14,8 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel en 2020, en progression de 12% par rapport à 2019, classant ainsi l'Algérie deuxième fournisseur avec une part de marché estimée à 22%», a précisé la même source.

Le volume des exportations de gaz vers ce pays va augmenter de 9 milliards m<sup>3</sup>/an à partir de 2023/2024, à la faveur de l'accord signé, le 11 avril dernier à Alger par les P-dg des groupes Sonatrach et Eni», pour rappel.



■ Au secours de l'un de ses partenaires européens, l'Algérie accepte d'augmenter ses livraisons de gaz vers l'Italie et signe plusieurs accords de coopération dans le domaine de l'énergie et de l'entreprise. (Photo:DR)

Les deux pays prévoient aussi de diversifier leur coopération dans le secteur de l'industrie mécanique, de l'agriculture, de l'enseignement supérieur, du tourisme et de la culture. Mais aussi

### Abdelmadjid Tebboune en Italie : «Raffermir les liens d'amitié historiques et renforcer les relations bilatérales»

À l'invitation de son homologue italien, Sergio Mattarella, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune était attendu, hier mercredi, en Italie, (pays lié à l'Algérie par un accord d'amitié, de coopération et de bon voisinage depuis plus de 18 ans), pour trois jours, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «La visite du Président Tebboune est d'une importance particulière dans le raffermissement des liens d'amitié historiques et le renforcement des relations bilatérales dans de nombreux domaines, notamment dans le volet économique, et ce, dans le cadre d'une vision nouvelle des deux Présidents visant à insuffler une nouvelle dynamique au dialogue et à la coopération stratégique entre les deux pays voisins et amis», a précisé la même source.

Cette visite d'Etat vient ainsi consolider des relations bilatérales dans de nombreux domaines, avec l'ambition affichée d'élargir ce partenariat au-delà du secteur énergétique pour englober l'industrie mécanique, l'agriculture, le tourisme et l'enseignement supérieur. A maintes reprises, le renforcement des liens étroits existant entre les deux pays a été réitéré par les responsables des deux pays notamment à l'occasion des visites bilatérales, particulièrement lors de la dernière visite d'Etat effectuée en Algérie en novembre 2021 par le Président italien. «Les relations bilatérales entre les deux pays sont fortes et seront consolidées dans un avenir très proche», avait déclaré le Président Tebboune qui animait conjointement un point de presse à Alger avec Sergio Mattarella. Qualifiant ces relations d'anciennes, solides et stratégiques, Sergio Mattarella a, pour sa part, exprimé sa disponibilité de poursuivre la concertation politique sur les questions internationales et régionales, notamment sur le dossier libyen et la situation dans la région du Sahel. Réaffirmant, au passage, la volonté commune des deux pays de les consolider davantage.

Pour rappel, la visite d'Etat du Président italien de deux jours avait été couronnée par ailleurs par la signature des accords dans les domaines de l'éducation, de la justice et de la sauvegarde du patrimoine culturel. Dont l'ouverture d'une école internationale italienne à Alger, le jumelage entre les Ecoles supérieures de la magistrature d'Algérie et d'Italie mais aussi un accord-cadre entre l'Ecole nationale supérieure de sauvegarde du patrimoine culturel et sa restauration et l'Institut central de la restauration de Rome. Alger et Rome œuvrent à l'établissement d'une forte coopération dans les domaines culturel, éducatif, universitaire et touristique, à travers des échanges inter-universitaires, des activités de valorisation du patrimoine historique et culturel ou encore l'enseignement des langues italienne en Algérie et arabe en Italie, sachant que les lycéens algériens ont le choix de l'Italien comme troisième langue.

R.M.

dans l'entrepreneuriat. L'expérience italienne dans les domaines des petites et moyennes entreprises, la construction navale, l'industrie pharmaceutique, les technologies de l'information et des télécommunications, ainsi que la restauration de bâtiments anciens inspire l'Algérie qui vise désormais la réforme de son secteur économique, mais aussi réglementaire pour attirer les investisseurs étrangers. Les hommes d'affaires italiens sont invités à venir investir en Algérie et profiter des avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, adoptée la semaine dernière en Conseil des ministres. Le nombre d'entreprises italiennes présentes en Algérie s'élève à plus de «200 entreprises en activité dans les grands travaux publics, l'industrie, les équipements et le machinisme», selon la même source.

Les forums d'affaires entre des délégations des deux pays devraient donner plus d'élan aux relations de coopération dans divers domaines et, par conséquent, augmenter le volume des investissements italiens en Algérie.

Le pays pourrait aussi profiter du Gazoduc Transmed pour diversifier ses clients européens à la recherche de nouveaux fournisseurs de gaz et négocier au prix fort ses contrats de livraison. La rencontre entre les deux dirigeants, algérien et italien, serait-elle une occasion pour parler du sort du projet du Gazoduc «Galsi»? Cette semaine, le P-dg du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, et le ministre italien de la Transition énergétique, Roberto Cingolani ont discuté de l'éventuelle réactivation du projet d'interconnexion électrique entre l'Algérie et l'Italie par câble sous-marin entre l'Algérie (Cheffia) et

**REPÈRE**

Coopération

**Lamamra reçoit le Commissaire en charge de l'enseignement, les sciences, la technologie et l'innovation à alger**

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a reçu, mardi à Alger, le Commissaire en charge de l'enseignement, les sciences, la technologie et l'innovation à l'Union africaine (UA), Pr. Mohamed Belhocine qui effectue une visite en Algérie dans le cadre de ses missions de cadre supérieur au sein du Commissariat de l'UA.

La rencontre a permis de passer en revue l'état des relations de coopération entre l'Algérie et l'Union africaine, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la formation.

A cette occasion, les deux parties ont mis en avant le rôle de l'Institut panafricain pour les sciences de l'eau, de l'énergie et du changement climatique de l'Université Aboubekr Belkaid (Tlemcen) qui a accueilli depuis sa création en 2014 dans le cadre du projet de l'université africaine plus de 200 étudiants issus de 31 pays. L'Institut offre une formation pédagogique et pratique de haut niveau. Le Chef de la diplomatie algérienne a réitéré, lors de cette rencontre, le soutien total des autorités algériennes qui œuvrent en permanence à mobiliser tous les moyens pour que l'Institut exerce son activité dans les meilleures conditions pour développer les capacités de gestion des pays africains en termes de ressources hydriques et énergétiques, qui constituent des défis pressants. M. Lamamra a tenu à affirmer, lors de cette rencontre qui coïncide avec le 59<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'Organisation de l'union africaine (OUA) et l'institution du 25 mai journée mondiale de l'Afrique, le maintien de l'engagement de l'Algérie quant au parachèvement du processus de décolonisation du continent et la réalisation de son intégration économique. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, le Pr. Belhocine a indiqué avoir «échangé les vues concernant certains problèmes d'ordre techniques et logistiques auxquels fait face l'Institut des sciences de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques de Tlemcen afin de coordonner nos activités avec le ministère des Affaires étrangères en vue de résoudre certains problèmes administratifs».

l'Italie (Sardaigne) pour une capacité de 1.000 à 2.000 MW, selon le communiqué de la compagnie nationale.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet [www.lnr.dz.com](http://www.lnr.dz.com)

## 14<sup>e</sup> édition du Salon international Milipol Qatar Kamel Beldjoud en mission d'inspection à Doha

Clôture hier mercredi sa visite de travail de trois jours au Qatar sur invitation de son hôte, le Premier ministre qatari, ministre de l'Intérieur, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, a eu le droit à la découverte des dernières inventions et créations dans le domaine de la sécurité terrestre et la protection civile, à l'occasion de sa visite au Salon international Milipol Qatar dans sa 14<sup>ème</sup> édition.



■ Beldjoud a supervisé l'expo du Salon tout en inspectant les dernières créations mondiales dans les domaines de la sécurité terrestre, protection civile... (Ph: D.R)

Géré par le Premier ministre qatari, ministre de l'Intérieur, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, le Salon international Milipol Qatar, est un événement mondial organisé tous les deux ans à Doha. Il couvre le secteur de la sécurité mondiale, un événement très important auquel le ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud a été convié par son homologue qatari. Honoré par cette invitation symbolique, le ministre

de l'Intérieur, Kamel Beldjoud a supervisé l'expo du Salon Milipol Qatar, tout en inspectant les dernières créations mondiales dans les domaines de la sécurité terrestre, protection civile, protection des sites industriels et sensibles, périmètre sécurité, protection des données, systèmes d'information et de communication sécurité.

Par ailleurs, et au cours de son deuxième jour de son périple au Qatar, Kamel Beldjoud, a rencontré le Premier ministre, ministre de l'Intérieur qatari, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, où des entretiens portant sur les relations bilatérales et la

coopération dans le domaine de la sécurité entre l'Algérie et le Qatar ont eu lieu entre les deux parties.

D'autre part, dans un communiqué datant d'avant-hier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, avait indiqué que cette visite s'inscrit dans le cadre du «renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le Qatar», qui constitue une opportunité pour «évoquer les moyens de raffermissement de la coopération et l'échange d'expérience dans les domaines liés à la sécurité, la protection civile, la gestion des risques et la moder-

nisation», a-t-on précisé dans le communiqué.

Sous d'autres rapports, la 14<sup>ème</sup> édition du Salon international Milipol Qatar qui porte sur les dernières innovations en matière de sécurité et de protection civile, a vu la participation de 40 pays. Rappelons-le, la 13<sup>ème</sup> édition du Salon de Milipol Qatar a été un grand succès en termes d'activité et de fréquentation, où plus de 8 millions de visiteurs venant de 314 pays et délégués officiels ont participé à l'exposition, et où 222 entreprises étrangères avaient participé à cette 13<sup>ème</sup> édition provenant de 24 pays et couvrant tous les domaines de la sécurité - police, forces spéciales, sécurité portuaire et aéroportuaire, sécurité des transports, sécurité industrielle (pétrole et gaz) et pénitentiaire, protection civile et protection des données. Milipol Qatar est devenu l'une des destinations les plus importantes pour les entreprises étrangères spécialisées dans la fabrication dans le domaine de la sécurité terrestre et la protection civile, elle est même la vitrine des produits et services innovants dans le domaine de la sécurité mondiale.

La présence du ministre de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, à la 14<sup>ème</sup> édition du Salon Milipol Qatar est plus que significatif.

En mission d'inspection des dernières innovations dans le domaine de la sécurité mondiale, à l'occasion du Salon Milipol Qatar, Kamel Beldjoud a-t-il fait un choix ?

Sofiane Abi

### BRÈVE

Le SG du ministère des Affaires étrangères au Vietnam la 3<sup>ème</sup> session des consultations politiques algéro-vietnamiennes au menu

M. Chakib Rachid Kaid, Secrétaire Général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, se rendra en visite de travail et d'amitié en République Socialiste du Vietnam, les 26 et 27 mai 2022, et en République Démocratique Populaire Lao, le 30 mai 2022. Cette visite au Vietnam s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens d'amitié, de solidarité et de coopération entre les deux pays au moment où ils s'apprêtent à commémorer le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques (28 octobre 1962) et permettra à M. le Secrétaire général de coprésider avec M. Pham Quang Hieu, vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères, la 3<sup>ème</sup> session des consultations politiques algéro-vietnamiennes. Cette visite constituera une nouvelle opportunité de passer en revue les voies et moyens devant permettre la consolidation de la coopération liant l'Algérie au Vietnam qui plonge ses racines dans le combat héroïque et solidaire des deux pays contre le colonialisme et dans l'effort de construction post-indépendance. Cette visite sera, en outre, l'occasion d'échanger sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en vue de renforcer la convergence qui caractérise les positions des deux pays sur ces questions.

C.P.

### Réunion du Gouvernement

## Plusieurs secteurs examinés

Le Gouvernement a examiné, lors de sa réunion tenue avant-hier, sous la présidence du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, l'état d'avancement de plusieurs projets relevant du secteur des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, des Travaux Publics et des Transports.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, les ministres de l'Energie et des Ressources en eau ont présenté une communication conjointe sur l'état d'avancement du projet de réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer. Dans ce cadre, il a été rappelé que le programme d'urgence ordonné par le président de la République a porté notamment sur la réalisation de trois Stations de dessalement d'eau de mer (SDEM) dans la région de l'Est d'Alger, d'une capacité globale de 150.000 m<sup>3</sup>/j.

Ce programme a été renforcé par un projet de réalisation de cinq nouvelles stations, de 300.000 m<sup>3</sup>/j chacune, dans les wilayas d'El Tarf, de Béjaïa, de Boumerdès, de Tipasa et d'Oran.

S'agissant de la SDEM de Tipasa, «les indicateurs d'avancement de ce projet révèlent que sa progression est satisfaisante», a indiqué la même source.

Quant aux quatre projets des SDEM restantes, qui sont en phase de maturation, il a été mis en œuvre une stratégie de réalisation qui s'appuie sur les capacités nationales de réalisation.

A l'occasion, le Gouvernement a entendu, également, une communication présentée par le ministre de l'Habitat sur les mesures prises dans le cadre de la réduction des délais de délivrance des permis de construire.

Il s'agit de la décentralisation de la délivrance de certains permis de construire ainsi que les recours, dans le cadre du Décret exécutif n° 20-342 du 22/11/2020 modifiant et complétant le Décret exécutif n° 15-19 du 25/01/2015, fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme. L'organisation de missions d'inspection au niveau des services concernés (guichets uniques), et la poursuite de l'opération qui permettra de numériser l'ensemble de la procédure d'instruction des documents d'urbanisme (dépôt des demandes sur un Portail électronique).

Entre autres mesures prises dans ce cadre, le paiement électronique de la taxe, le choix de la date du retrait de l'acte au niveau de la Commune, et la notification en cas d'avis défavorable.

S'agissant le domaine des Transports, le premier responsable du secteur a présenté une communication pour la conclusion de trois projets de marchés de gré à gré simple entre l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif) et des Groupements d'entreprises et de bureaux d'études publics nationaux. Ces projets de marchés portent sur la réalisation, suivi et contrôle des travaux de réalisation de la desserte ferroviaire Khenchela-Ain El Beida (wilaya d'Oum El-Bouaghi) sur 52 km, y compris la signalisation, les télécommunications, l'énergie et l'électrification du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tronçons.

Par ailleurs, une communication portant sur le projet d'extension du port de Djen-Djen, (wilaya de Jijel) visant sa transformation en hub portuaire, a été présenté par le ministre des Travaux publics.

Manel Z.

### TERRORISME

Dans un nouveau bilan opérationnel de l'ANP

56 narcotrafiquants dont 3 Marocains capturés

Quatre éléments de soutien aux terroristes, 56 narcotrafiquants de drogue, 123 autres entre orpailleurs et contrebandiers, 440 immigrants clandestins et 46 émigrants clandestins, ont été arrêtés entre la période allant du 18 au 24 mai passé, suite aux multiples opérations effectuées par les troupes de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre de la lutte dynamique et sans relâche contre le phénomène du terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière, c'est ce qu'a rendu hier mercredi le bilan hebdomadaire du ministère de la Défense nationale (MDN). Concernant la lutte contre le phénomène du terrorisme, quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été identifiés et arrêtés à travers des opérations distinctes menées par des détachements de l'ANP dans plusieurs wilayas, alors que dans les wilayas de Blida et Bouira, poursuit la même source, une casemate pour terroristes, deux bombes de confection artisanale et une quantité de munitions et d'autres effets, ont été découverts. A propos de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, durant la même période, 14 narcotrafiquants de drogue dont trois Marocains et ont déjoué des tentatives d'introduction d'énormes quantités de drogues venant du Maroc, s'élevant à 11 quintaux et 13 kilogrammes de kif traité, alors que 42 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 164 kilogrammes de la même substance et 260.074 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions Militaires», rapporte le communiqué du MDN. D'autre part, et au niveau des frontières du pays, là où la contrebande et l'orpaillage se côtoient «bien», des détachements de l'ANP de Tamanrasset, In Guezzam, Djanet, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar, ont frappé fort suite à l'arrestation de 120 orpailleurs d'or et trois dangereux contrebandiers fortement armés. En tout, 120 orpailleurs ont été arrêtés et 15 véhicules, 88 groupes électrogènes, 60 marteaux piqueurs et des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ont été saisis. Aussi, trois contrebandiers ont été appréhendés et sept fusils de chasse et 38 quintaux de tabacs ont été saisis à El-Oued, Biskra, Batna et Sétif. De même, les Gardes-frontière ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 14.772 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras. Enfin, 440 immigrants clandestins étrangers et 64 émigrants clandestins ont été interpellés durant la même période, conclut le MDN.

S. Abi

## Services consulaires et compagnies de transport nationales : La communauté algérienne en France interpelle le Président de la République

La communauté algérienne établie en France continue de «râler» et d'exprimer son mécontentement et son «Ras-le-bol» vis-à-vis des représentants des services consulaires et des dirigeants des compagnies de transports. Malgré les efforts déployés par l'Etat et les grands moyens mis à la disposition des représentations diplomatiques et des dirigeants des compagnies de transports, la situation demeure inchangée.

Cette situation a soulevé pour la énième fois la colère des ressortissants algériens en France qui interpellent de nouveau le président de la République lui demandant d'intervenir pour mettre fin à leurs souffrances et à leurs déboires.

En effet, c'est un tableau complètement noir que dressent les ressortissants algériens établis en France. Les années passent et repassent mais la situation reste toujours la même sans aucune évolution. Cet état de fait n'est pas du tout une situation particulière ou une période bien déterminée que traversent nos ressortissants en France. Bien avant la pandémie de la Covid-19, le courant ne passait pas entre les représentants des services consulaires et les Algériens établis en France. N'importe quel Algérien que vous rencontrez dans l'ensemble du territoire français ne vous parle pas de son quotidien ou de la manière de vivre dans l'Hexagone.

Le seul souci, le grand problème et «l'ennemi N°1» de l'Algérien en France n'est, selon nos interlocuteurs, que les services consulaires et les compagnies de transports. A chaque fois, les représentations diplomatiques algériennes en France sont montrées du doigt par les ressortissants algériens. Nos interlocuteurs évoquent surtout «le mauvais accueil, les passe-droits, la marginalisation, l'anarchie, l'absence des responsables». Que ce soit à Paris, Nice, Lyon, Marseille et dans les autres départements, c'est le même constat que donnent les Algériens résidents dans les différentes circonscriptions.

«Nous n'avons pas de problème dans les préfectures ou dans les autres institutions du pays d'accueil, notre seul souci demeure les fonctionnaires des services consulaires», est la fameuse phrase répétée couramment par les Algériens de France.

C'est le cas de plusieurs Algériens résidant dans la circonscription de Pontoise qui ont laissé éclater leur colère quelques secondes seulement après avoir évoqué les relations des Algériens avec les services consulaires où ils sont attachés (Région Île-de-France).

«Nous ne comprenons toujours pas à quoi sert un consulat s'il n'est pas au service des citoyens. On a ras-le-bol d'être traités comme des mendiants lorsque nous sollicitons les services consulaires pour un document ou un renseignement quelconque», nous déclare un père de famille résidant à Pontoise. Par ailleurs, nous avons tenté de joindre à plusieurs reprises le Consul d'Algérie à Pontoise mais en vain.

La secrétaire de M. le Consul nous a indiqué que ce dernier est très occupé et que selon elle, il donnera suite à notre demande dès qu'il aura du temps. La majorité des Algériens avec qui nous nous sommes entretenus souhaitent l'intervention urgente du président de la République afin de mettre un terme à leurs souffrances vis-à-vis des fonctionnaires et dirigeants des services consulaires. Nous avons évoqué avec nos interlocuteurs le fameux numéro vert mis en place au niveau des consulats afin de permettre aux ressortissants algériens de prendre attache rapidement avec les services consulaires. Djamel, un Algérien résidant au 20<sup>ème</sup> arrondissement de



La police française a été, à chaque fois, contrainte d'intervenir que ce soit devant les services consulaires ou devant les locaux d'Air Algérie et d'Algérie-Ferry. (Photo : DR)

Paris nous dit : «De quel numéro vert vous parlez ? Ce n'est que du «trompe-l'œil», les numéros en question tombent directement au standard. Parfois, les deux numéros ne répondent pas». La personne qui accompagnait Djamel est également Algérienne et nous dira : «J'ai réussi à parler un jour, avec la standardiste, je lui ai demandé de me mettre en relation avec le service d'Etat civil. Je suis resté 20 minutes avec la musique d'attente

**«Nous ne comprenons toujours pas à quoi sert un consulat s'il n'est pas au service des citoyens. On a ras-le-bol d'être traités comme des mendiants lorsque nous sollicitons les services consulaires pour un document ou un renseignement quelconque», nous déclare un père de famille résidant à Pontoise.**

du téléphone avant que la communication ne se coupe. J'ai essayé une dizaine de fois de toucher le standard mais en vain». Par notre biais, certains ressortissants souhaitent vivement l'intervention du président de la République pour remettre de l'ordre dans les représentations diplomatiques de France. Ce n'est pas le cas de certains qui trouvent qu'il faudrait fermer définitivement les consulats car, selon eux, ils ne servent à rien.

«A quoi bon de continuer à dépenser des milliards de devises des caisses de l'Etat pour payer les centaines de diplomates et de fonctionnaires des services consulaires alors qu'ils se roulent les pouces ?». Même les passeports sont établis actuellement au niveau du ministère des Affaires étrangères, nous ont-ils expliqués». L'autre point noir des ressortissants algériens demeure les compagnies de transports «Air Algérie» et «Algérie-Ferry».

Les Algériens de France ne mâchent pas leurs mots en évoquant leurs relations avec les dirigeants des deux compagnies de transport. «Les dirigeants des deux compagnies ont souillé l'image du pays et ont porté préju-

dice aux milliers d'Algériens», ont-ils déclarés. «Les dirigeants des deux compagnies ont failli à leurs missions et n'ont pas réussi à prendre en charge les Algériens de France comme le font les autres compagnies avec leurs ressortissants, a indiqué Habiba. La police française a été à chaque fois contrainte d'intervenir que ce soit devant les services consulaires ou devant les locaux d'Air Algérie et d'Algérie-Ferry.

En plus de la cherté du billet, il est impossible de réserver une place pour pouvoir rentrer au «bled », a-t-elle fait savoir. Cette dernière sort son téléphone portable et nous montre le site d'Air Algérie : «Tenez, regardez vous-mêmes, nous sommes le 24 mai 2022, il est presque 11h, depuis la matinée, je n'arrive pas à accéder au site pour voir si je peux réserver une place. Brahim qui était à côté de nous, intervient pour dire que tout est complet jusqu'au mois d'août 2022. Ce dernier nous a montré un détail de réservation d'Air Algérie où nous pouvons lire : Lyon-Constantine du 12 août au 13 septembre prix 438,99 Euros aller et retour. Lors de notre déplacement à Lyon, il n'y avait que deux avions programmés au départ ce jour-là. Le premier avion est destiné pour les passagers d'Alger et la seconde pour Constantine. Le comptoir d'Air Algérie est quasiment vide, il n'y avait aucun agent de la compagnie. Plusieurs Algériens font le «va-et-vient» mais ne trouvent pas d'interlocuteurs. Les membres d'une famille évoquent un décès et disent qu'ils galèrent pour réserver afin de rentrer en Algérie.

Après plusieurs minutes, une dame portant un gilet «Air Algérie» est interpellée par plusieurs personnes, c'est la cheffe d'escalier à l'aéroport Saint-Exupéry. D'une voix ferme, elle répond à ses interlocuteurs indiquant qu'elle ne pouvait rien faire pour eux. La cheffe d'escalier a même interrompu la discussion avec la foule indiquant, je cite : «Je ne veux pas entendre de tels vocabulaire». Après avoir décliné notre identité, la cheffe d'escalier ne semblait pas à l'aise en France : «C'est bon, j'ai passé trois ans ici, je vais rentrer au pays». Notre interlocutrice s'est excusée avant de partir au comptoir pour s'entretenir avec une autre personne.

Avant de quitter l'aéroport, les membres d'une famille ayant un décès en Algérie sont venus nous voir indiquant qu'ils tiennent à remercier, par notre biais, un responsable d'Air Algérie qui a finalement réussi à faire embarquer deux des trois personnes vers Constantine. En somme, les Algériens de France espèrent l'intervention du président de la République pour mettre de l'ordre au niveau des services consulaires et au niveau des deux compagnies de transport.

De Paris :  
Abderrahmane Hakkar

### VISITE DE TRAVAIL

Coopération  
consulaire  
algéro-tunisienne

### Vers l'actualisation et l'adaptation du cadre juridique

La commission consulaire mixte, algéro-tunisienne se réunira pour procéder à l'actualisation et à l'adaptation du cadre juridique régissant les relations consulaires entre les deux pays. C'est ce qui a été convenu, avant-hier mardi à Tunis, lors de la rencontre du ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Othman Jerandi et l'Envoyée spéciale chargée de la Communauté nationale à l'étranger, Mme Taous Djellouli-Haddadi, en visite de travail en Tunisie pour s'enquérir de la situation de la communauté nationale établie dans ce pays. Une visite qui vient en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à protéger la communauté nationale à l'étranger et à promouvoir sa participation au renouveau national.

Durant cette rencontre, les deux parties ont notamment examiné les conditions de séjour de leurs communautés installées dans les deux pays, les voies et moyens de les améliorer et évoqué la problématique de la migration. Convenant, dans ce cadre, de renforcer les consultations et les échanges d'évaluation et d'analyses entre les deux parties.

A son arrivée en Tunisie, lundi, l'Envoyée spéciale chargée de la communauté nationale à l'étranger, Mme Taous Djellouli Haddadi, a entamé sa tournée par un déplacement à Kef où elle a rencontré des membres de la communauté algérienne, au siège du Consul d'Algérie dans cette ville, en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Tunis, Azzouz Baallal, du directeur général des Affaires consulaires et de la communauté nationale à l'étranger, M. Farid Boulahbel, et du Consul d'Algérie, Boubekour Hachemi. Une rencontre au cours de laquelle l'Envoyée spéciale a échangé avec les ressortissants algériens sur leur situation dans le pays d'accueil et sur les voies et moyens de leur participation à la dynamique et à la construction nationale, conformément aux orientations de Monsieur le président de la République.

L'Envoyée spéciale chargée de la communauté nationale à l'étranger a, à l'occasion, pris note des préoccupations soulevées par les différents intervenants et a rassuré sur l'engagement des autorités nationales à accompagner notre communauté et à être constamment à son écoute. Rappelant, au passage, la rencontre qu'a réservée le chef de l'Etat à des représentants de la communauté nationale, lors de sa visite d'Etat en Tunisie les 15 et 16 décembre dernier.

Du siège du Consul d'Algérie à Kef, l'Envoyée spéciale chargée de la communauté nationale à l'étranger s'était rendue chez le Gouverneur de la ville, Mokhtar Nefzi, qui s'est félicité de la qualité d'intégration des citoyens algériens en Tunisie. Une rencontre au cours de laquelle la situation de la communauté algérienne dans cette région frontalière de l'Algérie a été examinée. Enfin, durant cette tournée en Tunisie, Mme Djellouli Haddadi devait effectuer des déplacements dans les circonscriptions consulaires de Gafsa et Tunis.

Rabah Mokhtari

**INFO EXPRESS**

**Paiement en ligne Signature d'une convention entre Algérie Télécom et la BNA**

L'entreprise Algérie Télécom et la Banque nationale d'Algérie (BNA) ont signé, mardi passé à Alger, une convention portant sur le paiement en ligne des factures téléphoniques et de l'internet fixes via l'application mobile de la BNA «Wimpay-BNA». La convention a été signée par le Président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, et le directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou.

Dans une déclaration à la presse, M. Bentoumi a indiqué que les clients d'Algérie Télécom, qui possèdent un compte BNA et qui sont abonnés au service de Banque à distance E-Banking, peuvent effectuer, dorénavant, le paiement de leurs factures téléphoniques ainsi que le rechargement des différents abonnements internet Idoom d'Algérie Télécom (ADSL, Fibre et 4G LTE), via cette application.

Pour ce faire, il suffit de télécharger gratuitement l'application Wimpay-BNA sur le Play Store ou sur App Store et de souscrire au service Wimpay en introduisant les informations relatives au compte bancaire BNA, a-t-il expliqué, ajoutant que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la généralisation de la numérisation. ■

**Variole du singe Aucun cas détecté à ce jour en Algérie**

Aucun cas suspect ou confirmé de l'infection à la variole du singe n'a été détecté ou enregistré en Algérie à ce jour, a indiqué l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) dans un communiqué. «Faisant suite à la note d'information publiée le 22 mai 2022 portant sur la variole du singe, l'Institut Pasteur d'Algérie informe qu'à ce jour, aucun cas suspect ou confirmé de cette infection n'a été détecté ou enregistré en Algérie», précise la même source, ajoutant que «pour toute nouvelle information, l'Institut tiendra informée la population via son site web [www.pasteur.dz](http://www.pasteur.dz) et sa page officielle Facebook». Dans cette note d'information, l'IPA explique que «la variole du singe ou Monkeypox est une maladie rare causée par une infection par le virus de la variole du singe qui appartient au genre Orthopoxvirus de la famille des Poxviridae», précisant que «le genre Orthopoxvirus comprend également le virus de la variole (qui cause la variole), le virus de la vaccine (utilisé dans le vaccin contre la variole) et le virus de la variole bovine». Selon l'IPA, la transmission du virus se produit «lorsqu'une personne entre en contact avec le virus provenant d'un animal, d'un être humain ou de matériaux contaminés par le virus». Il explique que «le virus pénètre dans l'organisme par une lésion de la peau (même non visible), des voies respiratoires ou des muqueuses (yeux, nez ou bouche), alors que la transmission de l'animal à l'homme peut se faire par morsure ou griffure, par la préparation de viande de brousse, le contact direct avec des fluides corporels ou du matériel de lésion ou par contact indirect avec du matériel contaminé, par exemple par une literie contaminée». Il est également relevé dans la note d'information de l'IPA que «la transmission interhumaine se fait principalement par de grosses gouttelettes respiratoires», expliquant que celles-ci «ne peuvent généralement pas se déplacer à plus de quelques mètres, ce qui nécessite un contact prolongé en face à face».

N.Malik

**LG Electronics**

## Un système de climatisation centralisée qui s'adapte aux besoins du marché algérien

**LG Electronics Algérie, géant de la technologie révolutionnaire, a marqué sa présence lors de la 24<sup>ème</sup> édition du Salon Batimatec, qui s'est tenu du 16 au 19 mai 2022 au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger.**



LG Electronics Algérie toujours à l'écoute de sa clientèle, la marque a exposé, sur son stand au Batimatec, une gamme diversifiée de solutions de climatisations centralisées destinée aux espaces collectifs et aux habitations. Grâce à sa technologie de pointe, LG Inverter, cette gamme offre une efficacité énergétique et un confort inégalé faisant des climatiseurs LG les plus efficaces du marché. Inverter, la technologie avancée de LG est un système de gestion qui régule et adapte la puissance du compresseur du système de climatisa-

tion en fonction des besoins réels d'un espace donné tout en réduisant la consommation électrique, donnant vie à un système de climatisation à haute performance et moins énergivore.

LG Algérie met également en place des solutions innovantes adaptées à chaque besoin de ses clients et du marché algérien. Les solutions DRV (Débit de Réfrigérant Variable) de LG dont la marque déposée Multi V5 est l'incarnation de cette gamme de climatisation économique, facile à installer et comptant parmi les systèmes de climati-

sation les plus polyvalents et les plus puissants. Ils sont, en effet, dotés de plusieurs innovations technologiques brevetées qui réduisent au minimum les pertes de rendement et offrent des gains d'énergie durables et une fiabilité exceptionnelle. Cette solution est proposée pour les professionnels et les industriels comme une solution de climatisation puissante et efficace pour les différentes installations et pour tout types de bâtiment. A travers toute ces fonctionnalités, LG propose aussi le système LG Multi F

pour le résidentiel particulier ou promotionnel. Celui-ci assure le refroidissement ou le chauffage de l'intégralité de l'habitation ou dans chaque pièce indépendamment par l'installation d'une seule unité extérieure qui prend en charge jusqu'à cinq unités intérieures. Efficaces et élégants, ils s'intègrent parfaitement dans tout type d'espace et fonctionne avec un faible niveau sonore capable d'être réduit davantage en activant le mode nuit silencieux.

De plus, LG Electronics a développé une gamme de climatiseurs à usage commercial, à savoir LG Mono-Split cassette et gainable qui offrent, à la fois, de nombreux avantages, notamment un rendement exceptionnel, d'importantes économies d'énergie, un refroidissement précis et rapide, grâce à un fonctionnement ajusté sur la température choisie et un chauffage puissant pour un meilleur confort. ■

**INFO EXPRESS**

**ONPO Le coût du Hadj pour la saison 1443/2022 fixé à 856.100,00 DA**

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, mardi dernier, que le coût du Hadj pour la saison 1443/2022, a été fixé à 856.100,00 DA, frais de billet d'avion inclus, indique un communiqué de l'Office. «L'ONPO informe les pèlerins que le coût du Hadj pour la saison 1443/2022 a été fixé à 856.100,00 DA, frais de billet d'avion inclus», a précisé la même source.

L'Office a appelé les pèlerins éligibles pour accomplir le Hadj cette année, à de rendre dans les meilleurs délais, dans les services communaux de leur résidence pour retirer le certificat d'éligibilité ou le livret du hadj avant de se présenter aux commissions médicales de wilaya en vue d'effectuer les examens médicaux et recevoir les vaccins requis.

Les futurs pèlerins vaccinés doivent se rendre dans les centres de vaccination anti-covid, munis du passeport biométrique et de la carte d'identité nationale, pour récupérer le pass sanitaire contenant le QR code. Les candidats non vaccinés sont appelés à le faire pour obtenir le pass sanitaire. D'autres démarches et procédures administratives seront annoncées ultérieurement dans les délais prévus, a conclu le communiqué. ■

**Lutte contre la drogue**

## L'approche sécuritaire insuffisante

L'approche sécuritaire «ne suffit pas à elle seule» pour lutter contre le fléau de la drogue qui prend de l'ampleur au sein de la société, a estimé avant hier le commissaire de police, Brahim Mourad, responsable à la direction de la police judiciaire à la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Dans une déclaration à l'APS en marge du 1<sup>er</sup> séminaire national sur la drogue qu'abrite l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, le commissaire Brahim a jugé primordial «l'implication de toutes les parties» pour sensibiliser davantage sur les dangers de la drogue, car, a-t-il dit, «l'approche sécuritaire ne suffit pas à elle seule, pour lutter contre ce fléau». «La DGSN a élaboré un programme de lutte contre la drogue axé sur deux volets, la réduction de l'offre

et de la demande via une série de mesures de sensibilisation et la répression. Notre direction ne ménage aucun effort pour lutter contre ce phénomène à travers une forte mobilisation de ses différents services», a expliqué le même responsable de police. La mission de sensibilisation et de lutte contre ce fléau social nécessite, entre autres, la mobilisation d'autres acteurs sociaux, notamment l'université, les établissements scolaires, la famille et la mosquée, afin de tenter de sensibiliser davantage la société, les jeunes notamment, sur les dangers pouvant provenir de la drogue, a-t-il expliqué. Le trafic de drogue «risque de prendre de proportions inquiétantes en Algérie», ont mis en garde les participants à ce séminaire de deux jours, auquel par-

ticipient de hauts cadres de la DGSN, et de la Gendarmerie nationale, ainsi que des enseignants et experts universitaires (sociologues et psychologues) venus de 19 wilayas du pays. Selon les statistiques fournies à l'APS en marge de cette rencontre, le nombre des affaires liées au trafic de drogue et des psychotropes recensé en 2021, connaît «une hausse» par rapport aux deux années précédentes (2020 et 2019). Durant l'année 2021, les services de sûreté nationale ont enregistré 50.795 affaires de drogue et de psychotropes, dont une quantité de plus de 10 tonnes de cannabis, a été saisie, alors qu'en 2020 le nombre d'affaires enregistrées était de 44.924 affaires, selon les chiffres par la DGSN. L'approche sécuritaire insuffisante. ■

**Mecque**

## La Grande Mosquée se dote de son premier robot-guide polyglotte

Elle s'inscrit dans le cadre du plan de développement global du royaume saoudien, l'innovation, quand elle mise sur l'intelligence artificielle et se présente sous la forme d'un robot utile et ludique à la fois, est la bienvenue en Terre sainte. Véritable attraction touristique, le robot multilingues de la Grande Mosquée de La Mecque est très sollicité depuis qu'il a fait son entrée officielle, sur quatre roues, au milieu de la vaste esplanade de la Kaaba. Equipé d'un système d'arrêt intelligent, de caméras haute définition, capables de transmettre des images en capturant une vue panoramique du site,

ainsi que de haut-parleurs et d'un microphone de grande qualité, ce guide d'une nouvelle génération, celle du Wifi, révolutionne efficacement, mais en douceur, la gestion des pèlerins. Censé avoir réponse à tout, jamais pris au dépourvu, le robot parfaitement programmé pour répondre le plus précisément et judicieusement possible à toutes les questions, notamment ayant trait à l'accomplissement de la Omra, peut également transmettre des fatwas, le tout en pas moins de 11 langues : arabe, anglais, français, russe, persan, turc, malawien, ourdou, chinois, bengali et haoussa. Cerise sur le gâ-

teau, il est doté du fabuleux pouvoir d'établir la communication avec des Cheikhs à distance, et d'en faire la traduction simultanée Intelligent, le dernier-né des robots télécommandés qui fait la fierté des autorités de La Mecque, et roule sur les pas de ceux élaborés pour la distribution de l'eau pure de Zamzam, la stérilisation des Hauts Lieux Saints, sans oublier le Coran électronique en braille, l'est assurément.

Il se murmure même, parmi les nombreux pèlerins que sa sagacité enchante, qu'il pourrait être, parfois, traversé par des éclairs de génie. ■

Crise ukrainienne

## La Hongrie déclare l'état d'urgence



■ Viktor Orbán (chef du gouvernement hongrois)

Le Premier ministre hongrois a décrété l'état d'urgence dans son pays, afin de se garantir une «capacité de réaction immédiate» face à la crise économique mondiale qui vient, selon lui. Le chef du gouvernement hongrois Viktor Orbán a déclaré ce 24 mai l'état d'urgence. Approuvé par le Parlement le jour même, la mesure prendra effet à minuit et donnera au gouvernement une «marge de ma-

nœuvre et une capacité de réaction immédiate» aux conséquences de l'opération militaire russe en Ukraine, selon lui. Le gouvernement annoncera le 25 mai ses premières mesures dans le cadre de cet état d'urgence, a précisé Viktor Orbán. Le Premier ministre hongrois, qui a remporté un quatrième mandat consécutif lors des élections du 3 avril dernier, a déjà eu recours à ce type de mesure par le passé : une pre-

mière fois en raison de la crise migratoire en Europe, et une seconde fois pendant la pandémie de Covid-19. Le nouvel état d'urgence permet également à son gouvernement d'approuver des directives par décret. «Le monde est au bord d'une crise économique», a justifié le chef du gouvernement dans son message vidéo, réaffirmant que la Hongrie devait rester en dehors du conflit en Ukraine.

Palestine

## Une pétition américaine contre l'expulsion des Palestiniens de Masafer Yatta

Une pétition contre l'expulsion des Palestiniens de Masafer Yatta (sud de la Cisjordanie occupée) et la démolition de leurs maisons a été lancée mardi par des membres du Congrès et des citoyens américains, selon l'agence palestinienne de presse, Wafa. Lancée parallèlement avec une campagne sur les réseaux sociaux intitulée «Save Masafer Yatta», la pétition sera adressée au Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken, l'exhortant à intervenir pour arrêter la démolition des maisons du village et l'expulsion de ses quelques 1.300 habitants. La pétition, signée par des Américains et adressée aux membres du Congrès, intitulée : «Arrêtez l'expulsion collective des Palestiniens à Masafer Yatta», fait référence à l'approbation sioniste de l'un des plus grands projets de déplacements forcés de Palestiniens de leurs terres depuis 1967. Selon les signataires, le président Biden avait le pouvoir d'empêcher cela, qualifiant de «crime de guerre», cette décision, et dénonçant «un nettoyage ethnique». Un membre du Congrès Houry Bush, cité par Wafa, avait adressé, plus tôt, une lettre à M. Blinken lui demandant d'intervenir pour empêcher la démolition des maisons de Masafer Yatta, l'appelant à faire pression sur l'entité sioniste pour mettre fin à ses séries de violations contre les Palestiniens.

physie lors de confrontations avec les forces d'occupation israéliennes dans la région Est dans la ville de Naplouse, note l'agence de presse palestinienne Wafa. Ahmed Jibril, directeur des ambulances et urgences dans la société du Croissant-Rouge palestinien à Naplouse, a dit à Wafa que 19 Palestiniens ont été touchés par des balles en caoutchouc et 67 autres suffoqués par inhaler le gaz lacrymogène. Il a ajouté qu'un citoyen a subi aussi des brûlures après avoir été blessé par une bombe à gaz et qu'un a été tombé au sol lors des confrontations. M. Jibril a dit que les forces d'occupation ont également agressé directement l'équipe des ambulances du Croissant-Rouge alors qu'elle a transporté une femme en état d'accouchement, étouffant l'équipe, indiquant que la femme a été emmenée à l'hôpital de Rafidia. Les forces d'occupation avaient pris d'assaut la région Est de la ville de Naplouse pour assurer la protection aux colons qui ont envahi le tombeau de Yusuf, ce qui a conduit au déclenchement des affrontements, au cours desquels, les forces d'occupation ont tiré intensivement les balles et les grenades à gaz lacrymogènes. Les forces d'occupation israéliennes poursuivent leurs crimes en Cisjordanie occupée depuis le début de l'année. Elles ont tué des dizaines de civils palestiniens et blessé des centaines autres, au milieu d'une inaction de la part de la communauté internationale.

### L'entité sioniste tue un adolescent palestinien et attaque une mosquée

Le ministère de la Santé a annoncé, tôt ce matin, le décès d'un adolescent palestinien des suites de ses blessures graves subies par des tirs israéliens à Naplouse au nord de la Cisjordanie occupée. Le garçon de 16 ans, Ghaith Rafiq Yamin, a été grièvement blessé par des balles réelles de l'occupation à la tête et a été emmené à l'hôpital gouvernemental de Rafidia, où les médecins ont annoncé plus tard sa mort des suites de ses blessures subies dans la région du tombeau de Yusuf à Naplouse. Dans un autre contexte, 88 Palestiniens ont été blessés hier soir et aujourd'hui à l'aube, par des balles métalliques recouvertes de caoutchouc et par l'as-

Des colons israéliens ont attaqué hier une mosquée et un bulldozer dans le village d'Urif, au sud de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, selon des sources locales. Ghassan Daghlas a noté que les colons ont attaqué le village d'Urif, et la mosquée al-Ribat. Daghlas a noté que des affrontements ont éclaté après que les habitants ont riposté aux colons, qui ont jeté des pierres sur des véhicules sur une route voisine. Bien que la violence et le vandalisme des colons israéliens soient monnaie courante tout au long de l'année, les attaques et les actes de vandalisme des colons israéliens se sont intensifiés la semaine dernière dans toute la Cisjordanie occupée.

## Texas : Fusillade dans une école primaire au Texas : 21 morts dont 19 enfants

21 personnes ont été tuées, dont 19 enfants, lors d'une fusillade le 24 mai dans une école primaire à Uvalde, au Texas. L'assaillant présumé est également décédé, abattu par la police. Le président américain Joe Biden s'est dit «écœuré et fatigué». 21 personnes ont été tuées – 19 enfants et deux enseignants – dans une fusillade qui a endeuillé ce 24 mai une école au Texas. Le gouverneur de l'Etat du Texas Greg Abbott, note que le suspect, âgé de 18 ans, était également décédé dans ce drame qui a frappé l'école primaire Robb de la ville d'Uvalde, située à

environ 130 kilomètres à l'ouest de San Antonio. Il a été abattu par la police, et le bilan s'est alourdi au cours de la soirée. «Il est temps de transformer la douleur en action», a plus tard réagi le président américain dans une allocution solennelle depuis la Maison Blanche. «Quand, pour l'amour de Dieu, allons-nous affronter le lobby des armes?», a lancé Joe Biden, se disant «écœuré et fatigué» face à la litanie des fusillades en milieu scolaire. Cette dernière tragédie a fauché la vie d'enfants âgés d'une dizaine d'années tout au plus.

Les fusillades dans les lieux publics sont monnaie courante aux Etats-Unis et la criminalité par armes à feu est en augmentation dans les grandes villes comme New York, Chicago, Miami ou San Francisco, notamment depuis la pandémie de 2020.

### « La Russie poursuivra son opération en Ukraine »

Le ministre russe de la Défense a martelé que son pays poursuivrait son opération militaire en Ukraine, jusqu'à remplir tous ses objectifs. Fin février, Moscou avait justifié cette

offensive par le «désarmement» et la «dénazification» de l'Ukraine. «Malgré une importante aide occidentale au régime de Kiev et la pression des sanctions sur la Russie, nous poursuivrons l'opération militaire spéciale jusqu'à ce que tous les objectifs soient remplis» : trois mois jour pour jour après le lancement de l'offensive militaire en Ukraine, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a exprimé la détermination de son pays à atteindre les buts de cette opération en Ukraine.

# contribution

Politique socio-économique

## Face à la révolution technologique et la restructuration mondiale 2022/2030, quelle politique pour l'industrie automobile en Algérie ?



Pr des universités, expert international  
Dr Abderrahmane Mebtoul

**Voilà qu'à nouveau le ministre de l'Industrie en date du 22/05/2022, annonce l'arrivée de grands constructeurs dans le secteur automobile à la faveur de la nouvelle loi sur l'investissement. Or l'expérience montre que l'attrait de l'investissement national et étranger n'est pas seulement une question de lois mais surtout d'une bonne gouvernance permettant une visibilité dans la démarche de la politique socio-économique. Il faut être réaliste et éviter des discours sans lendemain, pour ce dossier sensible et seule une décision politique, pour lutter contre ce terrorisme bureaucratique, de l'intervention du président de la République, peut débloquer cette situation. Attention également ces innombrables demandes pour le transport d'aviation, certains n'ayant pas les qualifications nécessaires, certains attirés par le gain facile, louant des avions, donc des sorties de devises, avec le risque de surfacturation, renouvelant les erreurs du passé du montage des voitures où certains marchands de légumes sont devenus promoteurs avec la complicité de certains appareils de l'administration. Car combien de ministres ont fait des promesses depuis plus de trois ans sans concrétisation. Comme conséquence, le prix des voitures d'occasion a plus que doubler ainsi que les pièces détachées, avec une pénurie, dont le prix a plus que triplé, laminant le pouvoir d'achat et étant d'ailleurs une des raisons des innombrables accidents.**

La situation du marché mondial de voitures est évolutive, ce marché étant un marché oligopolistique, fonction du pouvoir d'achat, des infrastructures et de la possibilité de substitution d'autres modes de transport notamment le collectif spécifique à chaque pays selon sa politique de transport, ayant connu depuis la crise d'octobre 2008 d'importants bouleversements, les fusions succédant aux rachats et aux prises de participation diverses. Nous observons deux tendances op-



posées qui sont en train de se produire en même temps : la localisation de la production sur certaines zones géographiques et sur certains pays et la délocalisation ; et pour ce qui est de la localisation de la production automobile mondiale, elle se concentre régionalement sur trois zones : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. De plus, sur chacune d'entre elles, la fabrication est localisée sur certains pays. Ainsi, en Europe, les principaux fabricants sont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, appartenant tous à l'Union européenne.

En Amérique du Nord, la production se concentre majoritairement sur les Etats-Unis, et en Asie. Elle se trouve au Japon et en Corée du Sud. Pour les exportations mondiales d'automobiles, la concentration est encore plus élevée, puisqu'elle est limitée principalement à deux zones : l'Europe et l'Asie. Et que dans un futur proche avec la perte de compétitivité de certains pays au profit de certains pays émergents (Russie, Inde, Chine, Brésil), nous devrions assister à la réorganisation de la production mondiale de véhicules et de toute évidence, les usines qui se maintiendront sur chaque pays seront les plus compétitives, les priorités des dirigeants étant donc : technologie, innovation (robotisation) approche collaborative, meilleures stratégies de succès et environnement.

3.- Aussi, tenant compte du constat que la majorité de la société algérienne est irriguée par la rente des hydrocarbures dont l'évolution des cours détermine fondamentalement le pouvoir d'achat des Algériens, l'on devra répondre à sept questions reposant sur des études de marché sérieuses, afin d'éviter le gaspillage des ressources financières.

Premièrement, avec le retour de l'inflation qui sera de longue durée par rapport au pouvoir d'achat réel, (alimentaires, habillement notamment plus les frais de loyer et téléphone) et avec le nivellement par le bas des couches moyennes, principaux clients que restera-t-il pour acheter une voiture ?

Deuxièmement, comment ne pas renouveler les erreurs du passé les risques de surfacturation (corruption) et le risque d'aller vers l'épuisement des réserves de change, d'autant plus qu'il y aura forcément l'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme qui avait atteint près de 3 milliards de dollars en 2018, sans compter les importations des parties et accessoires (pièces détachées) et les importations des pneumatiques. Il faut dresser pour tout projet y compris pour la santé et autres, la balance devises, aux économies d'importations devant soustraire les matières premières et les services importés en de-

vises.

Troisièmement, le marché local a-t-il les capacités d'absorption et ces opérateurs, seront-ils capables d'exporter pour couvrir la partie sortie de devises et donc quelle sera la balance devises des unités projetées ? D'autant plus que la majorité des inputs (coûtant plus cher avec le dérapage du dinar officiel tant par rapport à l'euro que du dollar entre 2000/2021, plus de 100% selon l'indice d'ONS) avec une accélération entre 2022/2024 selon le projet de la loi de finances 2022, seront presque importés devant inclure le coût de transport, également la formation adaptée aux nouvelles technologies et les coûts salariaux.

Quatrièmement, la comptabilité analytique distingue les coûts fixes des coûts variables quel est donc le seuil de rentabilité pour avoir un coût compétitif par rapport aux normes internationales et aux nouvelles mutations de cette filière ? La carcasse représentant moins de 20/30% du coût total c'est comme un ordinateur, le coût ce n'est pas la carcasse (vision mécanique du passé), les logiciels représentant 70/80%, ces mini-projets seront-ils concurrentiels dans le cadre de la logique des valeurs internationales. On construit actuellement une usine de voitures non pour un marché local, l'objectif du management stratégique de toute entreprise est régional et mondial afin de garantir la rentabilité financière cette filière étant internationalisée avec des sous segments s'imbriquent au niveau mondial où le taux d'intégration local varie entre 30/50% ? Cinquièmement, quelle est la situation de la sous-traitance en Algérie pour réaliser un taux d'intégration acceptable qui puisse réduire les coûts où la part du secteur industriel représente moins de 6% du PIB en 2021 dont plus de 95% des micro unités familiales ou Sarl peu innovantes et comment dès lors ces micro-unités souvent orientés vers le marché intérieur, réaliseront le taux d'intégration prévue de 40/50% au bout d'environ trois à cinq années ?

Sixièmement, selon une vision cohérente de la politique industrielle, ne faut-il pas par commencer de sélectionner deux ou trois constructeurs avec un partenariat étranger gagnant/gagnant maîtrisant les circuits internationaux avec un cahier des charges précis leur donnant des avantages fiscaux et financiers en fonctions de leur capacité, devant leur fixer un seuil de production afin d'éviter que durant cette période certains opérateurs soient tentés dans une logique de rente, d'accroître là, la facture d'importation en devises des composants.

Septièmement, selon une étude de Transport et Environnement (T&E) publiée en 2020 le marché du véhicule électrique en Europe de-

vrait progresser jusqu'à atteindre la moitié de la production automobile totale à l'horizon 2030. Aussi, ces voitures fonctionnent-elles à l'essence, au diesel, au GPLC, au Bupro, hybride ou au solaire, renvoyant d'ailleurs à la politique des subventions généralisées dans les carburants qui faussent l'allocation optimale des ressources ? Au niveau mondial, l'on s'oriente vers l'optimisation du fonctionnement des moteurs à essence et diesel, avec une réduction de 20/30% et les voitures électriques. Les nanotechnologies (la recherche dans l'infiniment petit) pouvant révolutionner le stockage de l'énergie, l'avenir appartenant au moteur alimenté par de l'hydrogène gazeux. Or contrairement aux discours la part des énergies renouvelables en 2021 représente environ 1% de la consommation globale, tous secteurs confondus.

En conclusion, l'industrie automobile doit s'inscrire dans le cadre d'une véritable politique économique qui fait cruellement défaut devant connaître une profonde restructuration au niveau mondial, où les exportations dominantes à horizon 2030 seront les voitures hybrides et électriques. Il semble bien que certains responsables algériens oublient que le monde a subi un profond changement avec des incidences politiques, économiques sociales, culturels avec les nouvelles technologies modelant de nouveaux comportements et géostratégiques, devant éviter de perpétuer un modèle des années 1970/1990, largement déconnectées des réalités internes et mondiales. Je ne rappellerai jamais assez que le moteur de tout processus de développement réside en la recherche développement, que le capital argent n'est qu'un moyen et que sans bonne gouvernance centrale et locale, l'intégration de l'économie de la connaissance, aucune politique économique n'a d'avenir.

C'est l'entreprise sans aucune distinction, entreprises publiques, privées nationales et internationales dans le cadre des valeurs internationales, épaulée par le savoir permettant l'innovation permanente, qui crée la richesse.

L'année 2022 sera déterminante pour l'avenir de l'Algérie : ou une véritable relance économique, loin des discours démagogiques d'autosatisfaction, auxquels plus personne ne croit, avec une nouvelle gouvernance ou la régression sociale avec des incidences négatives à la fois sociales, sécuritaires et diplomatiques, ce qu'aucun patriote ne souhaite car l'Algérie recèle d'importantes potentialités de sortie de crise.

**INFO EXPRESS**

Ghardaïa

**Saisie de 15.555 capsules de psychotropes**

15.555 capsules de psychotropes ont été saisies dans deux opérations distinctes par les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) dans la wilaya de Ghardaïa, rapporte mardi un communiqué de cette institution sécuritaire. Les opérations menées par la Gendarmerie nationale ont permis l'interpellation de deux individus impliqués dans ces trafics et la saisie d'un véhicule utilisé dans ce trafic, a ajouté la source qui a signalé que les mis en cause ont été présentés devant le tribunal de Ghardaïa pour trafic et détention de psychotropes à des fins de commercialisation, introduction illégale en contrebande de produits pharmaceutiques sans aucune autorisation de mise sur le marché (AMM) délivrée par les services compétents. Les opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts intenses et continus menés par les services de sécurité pour lutter contre les opérations de trafic de drogue et de psychotropes aux niveaux régional et national, a conclu le communiqué.

Ghardaïa

## Trois tracés de chemin de fer traverseront la wilaya

**Trois tracés du projet structurant de chemin de fer dans le Grand Sud traverseront le territoire de la wilaya de Ghardaïa sur 263 km, selon l'étude de faisabilité présentée par l'Agence nationale des études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a-t-on appris mardi auprès de la wilaya.**

Il s'agit des nouvelles lignes ferroviaires Laghouat/Ghardaïa sur 170 Km, Ghardaïa/Ouargla sur 170 km et Ghardaïa /El-Meniaa sur 230 Km, qui font partie du programme de 1.114 km de voie ferrée pour desservir le Grand Sud (Adrar, Tamanrasset, In-Salah, Timimoun et Béni-Abbes), dans le cadre du schéma directeur sectoriel ferroviaire (SDSF), selon les explications d'ANESRIF. Quatre gares ferroviaires sont prévues dans la wilaya de Ghardaïa (Berriane, Oued-Nechou et au lieu-dit «Fouinis» dans le territoire de la commune de Métlili au carrefour d'intersection des routes nationales RN-1 et RN-49. Pour le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani, l'étude de faisabilité a franchi une étape "importante" pour la concrétisation de ce grand projet ferroviaire structurant, permettant le désenclavement dans le futur de nombreuses localités du Sud



du pays. Ces projets ferroviaires confirment l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics au renforcement du secteur des Transports, vecteur essentiel de développement local et de promotion des activités économiques et du bien-être de la population, a-t-il souligné. Les nouvelles lignes ferroviaires électrifiées marqueront le début d'une ère nouvelle pour le transport ferroviaire national et permettront un développement de l'activité touristique dans le Sud du pays, a estimé le chef de l'exécutif de la wilaya ajoutant que de nouvelles lignes ferroviaires généreront des retombées économiques «considérables», notamment pour le transport de marchandises, essentiellement

les produits énergétiques (carburant), les céréales et les produits agricoles de large consommation. Ces projets de ligne de chemin de fer permettront également de desservir les futures zones industrielles en cours de réalisation et d'accroître l'attractivité des investisseurs, pour participer à la dynamisation du tissu économique en permet-

tant, entre autres, la création de milliers d'emplois directs et indirects pendant les travaux et des centaines d'emplois permanents dès la mise en service, a ajouté M.Amrani. Les tracés de ces lignes ferroviaires ont été élaborés en concertation entre les différents partenaires techniques ainsi que la société civile et les élus locaux, signalant-

Tindouf

## Plaidoyer pour des facilitations douanières en vue de promouvoir les exportations

Les opérateurs économiques participant à une journée de sensibilisation, mardi à Tindouf en présence du directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, ont plaidé pour la mise en place de facilitations douanières pour booster la dynamique économique dans la région. Une série de préoccupations ont ainsi été soulevées au DG des Douanes, et ont concerné la facilitation des procédures douanières dans le domaine de la promotion des exportations, le bénéfice du régime du commerce de troc, notamment dans l'importation de camélidés, l'adaptation de l'autorisation de circulation en raison de la spécificité de la wilaya de Tindouf, en plus de la coordination avec les services douaniers mauritaniens pour fixer les droits de douanes, selon les standards internationaux. La rencontre a été aussi l'occasion pour les opérateurs économiques de s'enquérir des efforts déployés en matière d'application de l'accord de zone de libre échange ainsi que de commerce par voie de transport maritime, ainsi que des opportunités d'exportations mauritaniennes, dont le poisson congelé et certaines matières premières telles que celles liées à l'activité de marbrerie. M. Noureddine Khaldi a fait état de la disposition de l'administration douanière à prendre en charge les doléances légitimes des opérateurs économiques, «en tant qu'acteur central de la dynamique économique», et ce dans le but de promouvoir les échanges commer-

ciaux, contribuer à l'amélioration du climat des investissements, et accroître la compétitivité des entreprises économiques nationales en améliorant à la qualité du service public et des prestations douanières, via un dispositif douanier numérisé. Cette rencontre entre dans le cadre de la mise en place de canaux de communication directs, permanents et interactifs, dictés par l'importance qu'attache l'administration douanière à ce domaine, notamment ceux engageant les opérateurs économiques dans leurs différentes spécialités, en vue de promouvoir et de protéger l'économie nationale, a assuré M.Khaldi. Et d'ajouter que l'accompagnement des opérateurs économiques et des différents acteurs, à travers la vulgarisation, l'orientation et la présentation de l'information douanière juste et en temps réel, est au cœur même de la feuille de route de l'action douanière dans sa nouvelle approche d'impulsion des échanges commerciaux licites et d'encadrement des mécanismes de création de richesses et de valorisation du produit national. Au terme de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya de Tindouf, le directeur général des Douanes a inspecté des structures relevant de son secteur, dont l'inspection des douanes située au quartier Remadine et le projet du nouveau siège de l'inspection divisionnaire des douanes devant être réceptionnée prochainement au quartier Sellaka.

Alger

## Extension à long terme du réseau du Métro à 60 km et 58 stations

Le PDG de l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA), Ali Arezki a affirmé, mardi, que l'Entreprise s'est fixée pour objectif d'étendre à long terme le réseau de transport par métro dans la capitale pour arriver à 60 km et 58 stations. Invité de la chaîne 1 de la Radio nationale, M. Arezki a précisé que l'EMA a mené des études d'extension des lignes du métro dans la capitale qui enregistre un trafic routier dense notamment du côté ouest. A ce propos, EMA a effectué des études d'extension du réseau du côté ouest de la capitale sur une distance de 26 km. La première étape de ce schéma concerne la réalisation d'une ligne reliant la Place des Martyrs à Chevalley sur une distance de 9,5 km et qui s'étendra ensuite à Ouled Fayet en passant par Cheraga d'une part et à Draria en passant par Dely Ibrahim, d'autre part, a-t-il indiqué. L'entreprise compte finaliser le projet d'extension du métro à partir du

côté est sur la ligne reliant El Harrach à l'Aéroport international d'Alger sur une longueur de 9,5 km, a-t-il ajouté. Il a été procédé, lundi, au lancement de l'opération de creusement pour relier le tunnel à la station de l'Aéroport international d'Alger au moyen d'un engin spécial (utilisé pour la première fois en Algérie), sous la supervision du Groupe Cosider, a fait savoir le P-dg de l'EMA. Selon M. Arezki, cette expansion, qui touchera 9 stations à travers 4 communes, est «très importante» car permettant de fournir des capacités de transport de près de 400.000 voyageurs/jour. L'EMA œuvre également à l'extension de la ligne Ain Naadja-Baraki, deux villes connues pour leur grande densité de population, et ce, sur une longueur de 4,4 km à travers 4 stations. Le P-dg a fait savoir, dans ce cadre, que les travaux de génie civil de cette expansion étaient «très avancés» d'un taux dépassant 78%, soulignant

qu'après l'achèvement des travaux durant les mois prochains, il sera procédé au lancement des travaux de réalisation du système intégré pour son entrée en service à l'horizon 2025. Concernant le projet de tramway de Mostaganem, le même responsable a estimé que les travaux devraient être achevés en juin prochain, pour lancer, ensuite, l'opération de mise en service non commerciale en date du 5 juillet, et ce, dans le souci de s'assurer de l'efficacité des systèmes de sécurité. M. Arezki a également annoncé que son entreprise avait effectué des études pour la réalisation des lignes de tramways des villes de Batna et Annaba, en sus des études des projets de tramways des villes de Blida, Tlemcen et Bejaïa. S'agissant des projets des téléphériques, le même responsable a fait savoir que l'EMA a effectué des études concernant les villes de Constantine, Bejaïa et Beni-Saf.



Jénine

## L'armée israélienne utilise une jeune fille de 16 ans comme bouclier humain



**D**es soldats israéliens ont forcé Ahdé à se tenir devant un véhicule militaire israélien, la semaine dernière à Jénine, lors d'un de leurs raids, et alors que des Palestiniens ripostaient en tirant vers les véhicules militaires, selon les informations recueillies par Defense Children International (DCI Palestine).

Les forces israéliennes ont ordonné à Ahdé de se tenir à l'extérieur du véhicule militaire pendant environ deux heures, alors qu'ils étaient assis à l'intérieur.

« Le droit international est explicite et interdit absolument l'utilisation de boucliers humains par les forces armées ou les groupes armés », rappelle Ayed Abu Eqtaiash, directeur à DCI. Cela constitue un crime de guerre.

Les forces israéliennes ont assiégé la maison d'Ahdé vers 6 heures du matin, le 13 mai, afin d'arrêter son frère de 20 ans. Elles ont ordonné à Ahdé, à ses parents et à ses deux jeunes frères de sortir de la maison et d'aller dans une cour de l'autre côté de la rue. Puis, elles ont échangé des coups de feu avec le frère aîné d'Ahdé, qui est resté dans la maison. Vers 8 heures du matin, des Palestiniens ont tiré sur les véhicules militaires israéliens. « Des balles provenaient de toutes les directions, a déclaré Ahdé à DCI. Je tremblais, je pleurais et je criais aux soldats pour qu'ils m'enlèvent de là parce que les balles passaient au-dessus de ma tête, mais l'un d'eux m'a ordonné en

arabe par une petite fenêtre du véhicule militaire : « Reste où tu es et ne bouge pas ». « Tu es un terroriste. Reste à ta place jusqu'à ce que tu dises au revoir à ton frère ». Ahdé a tenté de pencher la tête sur le côté pour esquiver les balles, mais l'un des soldats israéliens lui a ordonné de se tenir droite. Elle est restée devant le véhicule militaire israélien pendant environ deux heures, avant de courir vers un arbre voisin et de s'effondrer au sol. Un peu plus tard, les sol-

datés ont évacué la maison à deux étages, où Ahdé vivait avec ses parents, ses trois frères, ses grands-parents, ses deux oncles et leurs épouses, ainsi que leurs huit enfants, âgés de 1 à 11 ans.

Après l'évacuation de la famille, l'armée a bombardé la maison avec des grenades propulsées par roquettes, provoquant son incendie. Elle a également tiré à balles réelles sur la maison, et s'est retirée du quartier vers 11 heures, rapporte DCI. Ahdé a appris que les

**Les forces israéliennes ont assiégé la maison d'Ahdé vers 6 heures du matin, le 13 mai, afin d'arrêter son frère de 20 ans. Elles ont ordonné à Ahdé, à ses parents et à ses deux jeunes frères de sortir de la maison et d'aller dans une cour de l'autre côté de la rue. Puis, elles ont échangé des coups de feu avec le frère aîné d'Ahdé, qui est resté dans la maison. Vers 8 heures du matin, des Palestiniens ont tiré sur les véhicules militaires israéliens.**

forces israéliennes avaient arrêté son frère aîné, et que les habitants du quartier avaient posté sur les réseaux sociaux qu'elle était utilisée comme bouclier humain par les forces israéliennes, ce qui a conduit les Palestiniens à cesser de tirer sur le véhicule militaire. Ahdé a été transférée à l'hôpital de Jénine et traitée pour un choc psychologique intense, ainsi que pour un grave manque d'oxygène, selon la documentation recueillie par DCIP.

« L'utilisation de civils comme boucliers humains, les forçant à aider directement des opérations militaires, à protéger des forces armées, ou encore des groupes armés, les réduisant à n'être que des objets contre des attaques, est rigoureusement interdite par le droit international.

La pratique est également interdite par la loi israélienne sur la base d'une décision de 2005 de la Haute Cour de justice israélienne », souligne DCI.

Pourtant, DCI a documenté au moins 26 cas impliquant des enfants palestiniens utilisés comme boucliers humains par l'armée israélienne d'occupation depuis 2000.

Une seule de ces affaires a conduit à la condamnation de deux militaires pour « comportement inapproprié » et « abus d'autorité ». Tous deux ont été rétrogradés et condamnés à trois mois de prison avec sursis.

Source : Ayed Abu Eqtaiash

**SALON DU LIVRE  
«MOULOUD MAMMERI»  
D'ATH YANNI**

**UNE CENTAINE  
D'AUTEURS ET UNE  
TRENTAINE D'ÉDITEURS  
PRÉSENTS**



La 2<sup>ème</sup> édition du Salon du livre «Mouloud Mammeri» d'Ath Yanni, au Sud de Tizi-Ouzou, organisé par l'Association culturelle «Loisirs de Jeunes» (ACLJ) de cette localité, s'est ouvert mardi avec la participation de nombreux auteurs et d'éditeurs. Pas moins d'une centaine d'auteurs et d'une trentaine de maisons d'édition et de librairies prendront part à cette 2<sup>e</sup> édition qui s'étalera jusqu'au 28 du mois de mai en cours, ont annoncé les organisateurs de cette manifestation culturelle. Le salon, abrité par la maison de jeunes communale «Keddache Ali», sera, également, marqué par la tenue de plusieurs rencontres-débats et conférences thématiques, animées par des écrivains et universitaires, des séances de ventes dédicaces, ainsi que des ateliers de chants, de contes et d'écriture. Pour cette première journée, deux (2) tables rondes, l'une traitant de l'écriture de femmes, animée par Chabha Bengana et Rachida Sidhoum et l'autre de «la production littéraire amazighe» avec Mohand-Akli Salhi et Takfarinas Nait Chabane, ainsi qu'un échange-dédicace avec l'auteur Arab Si Abderrahmane autour de son roman «La colline sacrifiée», sont au programme.

**R.C.**

Projet des parcs culturels

## Présentation à Alger du bilan

**La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a présidé, lundi à Alger, une rencontre au cours de laquelle ont été présentés les résultats du projet de préservation de la biodiversité d'importance mondiale et l'utilisation durable des services des systèmes écologiques dans les parcs culturels algériens.**

Mme Mouloudji a déclaré que la rencontre se veut «l'aboutissement d'un processus technico-scientifique du projet inscrit suivant un partenariat international entre l'Etat algérien représenté par le ministère de la Culture et des Arts en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, d'une part, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'autre part». «Ce projet a duré presque 10 ans depuis l'organisation d'un atelier à Tamanrasset en 2013, avec des résultats bénéfiques et une évaluation finale honorable», a-t-elle indiqué. Soulignant que ce projet est «une expérience pilote au niveau national et régional, d'autant plus qu'il est mis en oeuvre pour la première fois au niveau du secteur avec une vision culturelle», la ministre a ajouté que «la biodiversité fait partie de l'histoire et du patrimoine naturel du pays». Elle a rappelé que le projet est inscrit dans un cadre consensuel entre les secteurs concernés, pour fournir le financement dans le cadre du FEM avec la mise en oeuvre par le PNUD, et ce en deux phases. Les résultats positifs ont permis de mettre en oeuvre la première phase (2005-2009) de l'inscription du second projet



pour que le champ d'intervention soit élargi à tout le réseau qui compte actuellement cinq parcs culturels nationaux couvrant une superficie de plus d'un (1) million de km<sup>2</sup> au Sud algérien, pour comprendre les principales zones du patrimoine national dans l'Ahaggar, le Tassili N'Ajjer, Touat, Gourara, Tidikelt, Tindouf et l'Atlas saharien, a rappelé la ministre. Ce partenariat constituait un «cadre distingué pour la mise en oeuvre de projets internationaux en coopération avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et a permis la réalisation de nombreux objectifs et résultats au profit de la préservation du patrimoine des parcs culturels et des employés qui veillent pour le protéger et le transmettre aux générations montantes», a indiqué Mouloudji, soulignant que le projet a été mis en oeuvre «avec des compétences nationales affiliées au ministère de la Culture et des Arts, ce qui a permis au secteur d'être un modèle dans la mise en oeuvre nationale de projets internationaux». Mme Mouloudji a également exprimé la disponibilité du ministère à «poursuivre le processus avec le PNUD en enregistrant de nouveaux projets au profit du secteur ou dans le cadre

de projets multisectoriels de protection et de valorisation du patrimoine culturel et naturel national». Pour sa part, la représentante du ministère des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, dans une allocution du ministre du secteur, qu'elle a lue en son nom, a affirmé que l'Algérie «poursuit ses efforts pour honorer ses engagements au titre des conventions internationales dans le domaine de l'environnement, soulignant l'importance pour les pays développés d'assumer leur responsabilité historique et de soutenir les pays en développement pour faire face aux catastrophes environnementales et à leurs répercussions sanitaires, sociales, environnementales et culturelles». L'oratrice a ajouté que l'Algérie, «à travers le ministère de la Culture et des Arts, a œuvré à la préservation du patrimoine culturel et naturel de son désert, sur la base d'une vision nationale qui aspire à assurer une gestion cohérente qui intègre les valeurs culturelles, les ressources biologiques et les services de l'écosystème». Pour sa part, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko, a salué les résultats de ce projet «pionnier et important», considérant l'équipe de sa

mise en oeuvre, composée de cadres et d'experts algériens, comme «une équipe de niveau mondial», saluant dans ce cadre les efforts de l'Etat algérien pour concrétiser ce projet «d'une importance cruciale», outre «le renforcement des perspectives d'un partenariat futur». Pour sa part, le directeur national du projet, Salah Amokrane a passé en revue les résultats de ce projet qui vise «à promouvoir la gestion du réseau des parcs culturels nationaux, de manière à préserver la biodiversité et l'utilisation durable des services écologiques, notamment au niveau des sites prioritaires». Concernant les résultats enregistrés dans le cadre du projet, il a cité l'élaboration du plan d'orientation du système des parcs culturels pour garantir une gestion efficace et méthodique, voire globale des systèmes environnementaux et des produits de la biodiversité, et la promotion des services techniques du ministère de la Culture et des capacités, outre l'élaboration d'un texte réglementaire sur le plan général d'aménagement des parcs culturels et de programmes de formation et de développement de la communication autour du système des parcs par la voie de la publication et la traduction.

Le projet a contribué «à asseoir un système de suivi des systèmes culturels et environnementaux, ainsi que les infrastructures et le plan de préservation du guépard saharien en voie de disparition, a-t-il ajouté, en insistant sur l'importance d'associer les citoyens à la gestion de la biodiversité». La rencontre de clôture du projet abrité par le Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal, s'est tenue en présence des directeurs du réseau des parcs culturels et des responsables des différents établissements culturels.

**R.C.**

Musée de Cirta

## Un «local» de collections d'antiquités rares

Considéré comme un des plus grand musée d'Afrique, de par sa collection imposante d'antiquités et des oeuvres d'art allant de la pré-histoire à la période islamique en passant par les périodes punique, romaine et byzantine notamment, le Musée national public Cirta de Constantine constitue la mémoire de la région Est du pays.

La variété de ses collections et leur vaste champ chronologique et ses collections d'antiquités rares de la période Numide et des pièces de monnaies de différentes époques font de ce musée, un des plus importants musées archéologiques en Algérie, affirme à l'APS, le chef du service d'animation, des ateliers et de la communication du musée, Abdelmadjid Benzrari, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des musées. Le mobilier funéraire de la période Numide dé-

couvert au mausolée royal de la Soumaâ d'El Khroub, le mausolée qu'on apprête au roi numide Massinissa ou à son fils Micipsa est une «collection unique» dont dispose le musée Cirta, a assuré le même responsable. M. Benzrari a dans ce sens relevé que ce mobilier funéraire consiste entre autres en des ossements calcinés dans un récipient en argent, neuf (9) urnes funéraires dont trois (3) intactes et vides et six (6) autres en débris, un casque à pointe conçu pour préserver efficacement le crâne et la nuque formé de fer martelé, capitonné à l'intérieur.

Aussi, cette collection concerne une tunique ou cote de mailles, une épée de 0,65 m de long dans une gaine en bois de cèdre bien conservé, un poignard ou courte épée, des fers de lance et javelots, le reste d'une corne d'appel en argent avec décoration en re-

lief, un médaillon de 10 cm de diamètre représentant en relief, Poseidon, le dieu des Mers chez les grecs ainsi que des quarts de médaillons, a-t-on encore détaillé. Et de souligner : «Ce mobilier funéraire renseigne sur le rang élevé dans l'armée du personnage enterré au mausolée royal de la Soumaâ d'El Khroub et son appartenance à une famille opulente».

### Trésor de monnaies antiques

Le musée national Cirta conserve également un trésor de monnaies archéologiques antiques appartenant pratiquement à toutes les civilisations qui se sont succédées à Constantine et la région Est du pays, a fait savoir le responsable de la communication de cet établissement muséal. «Ces milliers de pièces de monnaie archéologiques ont été retrouvées lors des fouilles des spécialistes, remis au musée par des

citoyens, qui les ont retrouvés lors des travaux de chantier ou encore les saisies effectuées par les services de sécurité», a relevé M. Benzrari. Cette riche collection monétaire représente toutes les périodes historiques, des monnaies numides, de Carthage, des périodes punique, romaine, vandale, byzantine, musulmane, ottomane et autres, a-t-on encore souligné, soulignant que ces séries numismatiques en cuivre, en bronze, en plomb ou argent englobent des inscriptions complètes ou abrégées selon la période historique.

Mettant en avant le legs culturel et historique que constituent ces monnaies, le même responsable a indiqué que le Musée Cirta renferme particulièrement des pièces de monnaies numides, à l'effigie du roi Massinissa, portant l'inscription «roi du royaume numide».

**R.C.**

## Avec Kylian Mbappé Le PSG se félicite de garder «le meilleur joueur du monde»

**Avec la prolongation retentissante de Kylian Mbappé, le Paris Saint-Germain garde, selon son président, le «meilleur joueur du monde». Nasser al-Khelaïfi s'est refusé ce lundi 23 mai en conférence de presse à préciser les termes du nouveau contrat de l'attaquant français, qui était convoité par le Real Madrid.**



■ Mbappé s'est assuré qu'au PSG, il serait bien «la pierre angulaire du projet». (Photo : D. R.)

Avec la prolongation retentissante de Kylian Mbappé, 23 ans, le PSG garde «le meilleur joueur du monde», s'est félicité lundi 23 mai le président du club, Nasser al-Khelaïfi, parlant de «grand jour» pour le club. «Ce choix est un signe très fort, nous gardons le meilleur joueur du monde», a indiqué le dirigeant qatarien, au début d'une conférence de presse très attendue, deux jours après l'annonce de la prolongation du joueur jusqu'en 2025. «Aujourd'hui est un grand jour pour le Paris SG, pour nos supporters en France et dans le monde entier : Kylian reste au PSG pour les trois prochaines saisons, c'est important pour nous et pour la Ligue 1», a indiqué Nasser al-Khelaïfi. Tout sourire, accompagné de sa famille et de son entourage (son père Wilfried Mbappé, sa mère Fayza Lamari, son frère Ethan, son avocate Delphine Verheyden),

Mbappé a pu savourer la fin de cette période d'incertitude.

### Kylian Mbappé aura-t-il son mot à dire sur le recrutement ?

Kylian Mbappé a indiqué ne pas avoir l'intention d'empiéter sur la direction sportive du club, disant ne pas vouloir aller «au-delà de (sa) fonction de joueur». Pourtant, le PSG a débarqué sans ménagement son directeur sportif Leonardo, dans la nuit de samedi à dimanche. Kylian Mbappé aura-t-il son mot à dire sur le recrutement de ses futurs partenaires ? Pour remplacer le Brésilien Leonardo, en poste depuis 2019 et limogé dans la fou-

lée de la prolongation du contrat jusqu'en 2025 de l'attaquant international français, le PSG privilégierait la piste du Portugais Luis Campos, passé notamment par Monaco, où il a côtoyé Mbappé, et Lille.

### «La France est un pays dans lequel je veux vivre, c'est mon pays»

Jamais une prise de parole n'avait suscité autant de curiosité depuis l'arrivée spectaculaire de Lionel Messi, présenté en fanfare au cœur de l'été 2021. Kylian Mbappé a expliqué sa décision de prolonger son contrat au Paris Saint-Germain,

plutôt que rejoindre le Real Madrid dont il était proche il y a un an. Si l'attaquant a reconnu qu'il avait souhaité partir l'été dernier, «j'avais l'intime conviction que c'était la meilleure décision à ce moment-là», dit-il. Aujourd'hui, le champion du monde avance que «les années sont différentes». «La France est un pays dans lequel je veux vivre, c'est mon pays. Le club veut aussi changer beaucoup de choses sur le plan sportif. Mon histoire ici n'est pas terminée», confesse-t-il. Quid de son contrat ? «L'argent n'est pas le plus important pour Kylian, c'est le sportif», a assuré Nasser al-Khelaïfi. «Pour l'argent, d'autres clubs, dont le vôtre (le Real Madrid, NDLR) peuvent le payer plus que nous», a poursuivi le dirigeant en réponse à une question d'un journaliste espagnol.

Nasser al-Khelaïfi s'est refusé à préciser les termes du nouveau contrat de Mbappé, convoité également par le Real Madrid, alors que des chiffres mirobolants circulent. Si Mbappé a choisi de repousser les avances du Real Madrid, au risque de se mettre à dos une bonne partie de l'Espagne, c'est certainement parce qu'il s'est assuré qu'à Paris, il serait bien «la pierre angulaire du projet», une formule déjà admise par Al-Khelaïfi.

R. S.

## Championnat d'Afrique de judo La sélection algérienne vise une meilleure moisson

Les judokas algériens viseront une meilleure moisson par rapport à la précédente édition du championnat d'Afrique de la discipline dont la 43e édition débutera aujourd'hui à Oran, a indiqué mardi le directeur technique national. Dans une déclaration à l'APS, Samir Sbaâ assuré que les internationaux algériens ont préparé comme il se doit ce championnat africain tout en espérant décrocher plus de trois médailles d'or, soit le nombre de médailles en vermeil obtenues au cours du précédent championnat continental. Toutefois, ce technicien a reconnu la difficulté de la mission qui attend ses capés lors du rendez-vous oranais, 3 qui sera marqué par la présence des meilleurs judokas africains dans toutes les catégories de poids, a-t-il souligné. Commentant les préparatifs des verts pour ce championnat, le même responsable s'est dit réjoui par la bonne marche de la préparation, mettant en exergue les moyens énormes déployés par les pouvoirs publics pour mettre les judokas algériens dans les meilleures conditions possibles. «Je m'attends à un niveau élevé, surtout que les équipes participantes, dont le nombre dépasse la trentaine, ont toutes bien affûté leurs armes pour cette

épreuve qui se jouera certainement sur des petits détails», a encore ajouté Samir Sbaâ. L'ancien judoka international a, en outre, estimé que ce championnat d'Afrique sera aussi une aubaine pour les athlètes algériens afin de gagner en compétition et en expérience en vue de la 19e édition de Jeux méditerranéens, prévue cet été à Oran. A propos de cette manifestation, le même interlocuteur a fait savoir que la liste des athlètes appelés à y prendre part sera arrêtée après ce championnat d'Afrique dont le tirage au sort sera effectué mercredi. L'Algérie participe dans le championnat d'Afrique avec 18 athlètes dont 9 filles, rappelle-t-on. ■

JM-2022

## Tirage au sort de cinq disciplines le 30 mai à Oran

Le tirage au sort de 5 des 24 disciplines inscrites au programme des 19es Jeux Méditerranéens, prévus du 25 juin au 5 juillet à Oran, se déroulera le lundi 30 mai prochain à l'hôtel «Le Méridien» d'Oran. Les disciplines

## Coupe d'Algérie de Kitesurf Mohamed Nassim et Lina Ait Ali sacrés

Les riders Mohamed Nassim Mansour du club CSG Dar El Beida et Lina Ait Ali Slimane du JS Marsa d'Alger ont remporté la Coupe d'Algérie de Kitesurf, disputée, deux jours durant sur la plage du Grand Bleu de Zemmouri à Boumerdes. Mohamed Nassim, sociétaire club CSG Dar El Beida Alger a dominé la compétition chez les hommes devant Houchin Amine du club nautique Marsa Alger et Louzri Islam Mourad du club WR Ain Benaine. Chez les dames, Lina Ait Ali Slimane du club JS Marsa Alger s'est imposée devant F. Kaddour Nahla et Ait Hammi Karima du club Casbah d'Alger. Neuf manches ont été courues lors cette compétition disputée sur environ 5 km formé par des bouées. Un public nombreux a suivi le kitesurf, un sport nouveau en Algérie, inscrit au programme des prochains Jeux

olympiques de 2024. Le niveau technique de cette compétition favorisée par des vents a été jugé «très appréciable», par les techniciens. Cette compétition de dame coupe de kitesurf, organisée par la Fédération algérienne de voile (FAV), en collaboration avec la DJS et la ligue de Boumerdes, a enregistré la participation de 50 compétiteurs dont une quinzaine dames, issus de 8 clubs représentant les wilayas d'Alger, Tipasa, Skikda, Chlef, Ain Témouchent, Skikda, et Mostaganem. Les lauréats ont été récompensés de trophées et cadeaux, en présence des membres de la fédération algérienne de voile. Le kitesurf est un sport de glisse consistant à évoluer avec une planche à la surface d'une étendue d'eau en étant tracté par un cerf-volant spécialement adopté, nommé aile ou voile. ■

Boutadjine, la cérémonie sera diffusée en direct sur les chaînes de la télévision publiques et privées, en présence des représentants des pays participants dans ces disciplines et de personnalités sportives. ■

### EN DEUX MOTS

#### Roland-Garros La Tunisienne Ons Jabeur tombe d'entrée face à la Polonaise Linette

Premier jour et première surprise à Roland-Garros : la Tunisienne Ons Jabeur, N.6 mondiale et principale outsider pour le titre, a été éliminée dès le premier tour par la Polonaise Magda Linette (52e) 3-6, 7-6 (7/4), 7-5 dimanche. Jabeur arrivait à Paris forte d'un titre à Madrid, le plus prestigieux de sa carrière, et d'une finale à Rome, ainsi que de son meilleur classement. La Tunisienne de 27 ans se présentait aussi comme la joueuse ayant empoché le plus de victoires sur terre battue (17 pour 3 défaites) cette saison. Programmée en ouverture de la quinzaine sur le court Philippe-Chatrier, Jabeur a d'abord connu une première manche plutôt tranquille, après un break rapide. Mais Linette a proposé nettement plus de résistance à partir du deuxième set, et la Tunisienne, au contraire, a progressivement perdu le fil, et son calme, au cours de la rencontre. Plus le match avançait, plus elle donnait l'impression de se précipiter et de se débarrasser de la balle. Jabeur ne s'était plus inclinée au premier tour en Grand Chelem depuis près de trois ans (Wimbledon 2019).

### LA NR

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. **Membres fondateurs :** Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur financier : **Ouahid Kouba**. Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPAL**. Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**. Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : **lnr98redaction@yahoo.fr** / E-mail pub : **lnr98publicite@yahoo.fr** - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

**en direct**

**JM-2022**  
 Tirage au sort de cinq disciplines le 30 mai à Oran

**le match à suivre**

**Championnat d'Afrique de judo**  
 La sélection algérienne vise une meilleure moisson

**football**

**Avec Kylian Mbappé**  
 Le PSG se félicite de garder «le meilleur joueur du monde»

## Mondial biennal contre quatre actuellement **Ce qui aurait pu se produire...**

**Un journaliste de Jeune Afrique, spécialisé sur l'Afrique subsaharienne, a publié une enquête sur les faits et méfaits de la Fédération internationale de football et de la Confédération africaine de football d'avant la coupe d'Afrique des Nations 2021.**

Ramener la périodicité du Mondial à deux ans, contre quatre actuellement, tel était le projet que nourrissait le président de la FIFA, Gianni Infantino. Pour notre confrère, la question est de savoir comment tourner le dos à une telle aubaine, sachant qu'à chacune de ses 211 fédérations membres, la FIFA promet 19 millions de dollars (16,8 millions d'euros) supplémentaires par cycle de quatre ans si elle parvient à doubler la fréquence de la coupe du Monde à partir de 2024.

«Pour étayer ses prévisions, l'organisation a engagé le cabinet Nielsen, lequel a prêté que les recettes escomptées du Mondial se hissèrent à 4,4 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros) sur quatre ans, grâce à l'augmentation de la fréquentation des stades, aux droits TV et au sponsoring».

**Guerre intestine**

Selon le journaliste, l'étude élude cependant les effets de cette inflation des matchs sur la santé des joueurs, de même qu'elle ne dit mot sur ce que les championnats nationaux y gagneraient. En revanche, un projet concomitant vise à limiter la fréquence de la coupe d'Afrique des Nations qui ne se jouerait plus que tous les quatre ans. La réaction ne s'est pas trop fait attendre. Une guerre larvée et intestine s'est déclenchée entre de puissantes entités. Et l'histoire n'est plus à raconter, elle a fait le tour des clubs européens qui ne voulaient pas entendre parler de cette CAN, laquelle n'est pas une compétition



■ Gianni Infantino (président de la FIFA)

(Photo > D. R.)

de luxe pour eux et elle menacerait la stabilité de leurs équipes.

**Les clubs européens crient au scandale**

«Pas question de libérer les joueurs africain des Fédérations nationales des pays qualifiés pour la coupe d'Afrique des nations au Cameroun. La menace est à leur portée, et elle menacerait les clubs. Les dispositions sont vites prises pour que les joueurs ne soient pas candidat à cette CAN. Et sur ce plan, les deux géantes fédérations tombent d'accord, en l'occurrence UEFA et FIFA. «Dans la construction de l'industrie mondialisée du football, le continent est une fois de plus cantonné au rôle ingrat de pourvoyeur de matière première. Il a même cédé une part de sa souveraineté. Entre FIFA et CAF, la vassalisation s'est opérée sans combat», estime le rédacteur de l'article.

**FIFA-CAF, le couple parfait**

Le rédacteur de l'article de JA ré-

vèlera ensuite qu'«entre la FIFA et la CAF, la vassalisation s'est opérée sans combat.

Pour être certain d'être élu et réélu à la tête de l'Association mondiale du football, Gianni Infantino contrôle l'instance, mais pas seulement.

La stratégie mûrement réfléchie du boss, n'a pas raté sa cible. Pour avoir bien étudié ce qui ferait adhérer les Fédérations, c'est bien l'argent. Partant de ce principe «Il s'assure la loyauté des 54 pays membres africains, à qui il fait miroiter les fonds Forward de son organisation – argent perfusé à des fédérations exsangues au titre du développement du football, mais aussi, et surtout, pour la constitution d'une clientèle électorale».

La chasse était bonne, «Motsepe ne posait aucune résistance à la proposition de la FIFA». Il tombe dans le filet, et ne se débat pas puisque très accrocheur à la pertinence de lancer une Super Ligue africaine réunissant les vingt

meilleurs clubs du continent. Une telle compétition, estime-t-il, pourrait rapporter 2,5 milliards d'euros sur cinq ans, alors qu'une idée similaire portée par une douzaine de grands clubs européens a récemment été rejetée sur le vieux continent. Si cette Super Ligue devait voir le jour en Afrique, «elle enrichirait les plus riches et appauvrirait les plus pauvres», affirment ses détracteurs.

Alors que le paysage du ballon rond est en pleine mutation, les Africains hésitent à y prendre pleinement part.

Il ne devrait pas être question pour eux d'importer des idées d'ailleurs mais de lutter pour imposer les leurs, afin de faire prévaloir leurs intérêts.

**Synthèse de H. Hichem**

■ Bein sports 2 : Hambourg - Hertha Berlin à 18h

■ El Heddaf TV : Belmekchouf à 21h

**La Der**

**Athlétisme : L'or pour Wissal Harkas, Ben Hammouda en bronze**

Les athlètes algériens Wissal Harkas et Ismail Ben Hammouda ont remporté, respectivement, la médaille d'or de la Longueur et le bronze du 10.000 m marche des 19es championnats arabes des jeunes d'athlétisme (filles et garçons), organisés au stade d'athlétisme de Radès à Tunis (23-27 mai). Harkas s'est adjugé le titre arabe à la Longueur, avec un saut à 5.77 mètres, devant la Marocaine Aya El Makawi (5.70 mètres) et l'Egyptienne Selma Abdelhamid Hamed (5.66 mètres). Le concours a enregistré la participation de sept athlètes. Pour sa part, Ismail Ben Hammouda a pris la médaille de bronze du

10.000m marche, couru en 43:36.15, derrière le Tunisien Oussama Farhat (43:00.32), médaillé d'or et l'Egyptien Ahmed Mohamed Hanafi (43:26.18), détenteur de l'argent. En heptathlon filles (7 épreuves), l'Algérienne Letissia Waaba occupe la seconde position après l'épreuve du 200 mètres, courue en 26.73, derrière l'Egyptienne Malek Aymen Essayed (25.75) et devant la Tunisienne Rania Merad (26.87). Dans l'épreuve du 3000 mètres (garçons), les Algériens Yazid Dalaa et Said Amri, se sont contentés d'une 4e et 5e position. Le premier a couru l'épreuve en 8:11.17, alors que le second a réa-

lisé 8:19.14. La course a été remportée par le Marocain Mohamed Al Aataati (8:08.84), devant Hassan Idleh Diraneh (Djibouti) en 8:09.65 et le Bahreïni Abdelghani Mohamed Hamid (8:10.13). Au terme de la première journée, l'Egypte occupe la première place avec 3 médailles d'or, 2 argent et 1 bronze, devant le Maroc (2 or, 2 argent), l'Algérie et la Tunisie (1 or, 1 bronze, chacune). La quatrième place est revenue au Koweït (1 argent, 2 bronze) et la cinquième position au Djibouti (1 médaille d'argent), tandis que le Bahreïn occupe la 6e place avec une médaille de bronze chacune.